

Le premier ministre rwandais dit non à l'in

● Le premier ministre rwandais désigné au titre des accords d'Arusha, Justin Twagiramungu, a fait connaître son opposition à une intervention française. Le Conseil de sécurité de l'ONU se prononce à ce sujet aujourd'hui. Jacques Bihozagara, représentant du FPR en Europe, assure que des militaires français sont présents au Rwanda depuis le début des massacres. Le PCF organise une soirée de solidarité avec le Rwanda, le lundi 27 juin à la Mutualité.

● A LA MUTUALITE LE 27 JUIN. Le Parti communiste organise le lundi 27 juin une soirée de solidarité avec le Rwanda à la Mutualité, pour l'arrêt des massacres, l'aide à une intervention de l'Organisation de l'unité africaine et de l'ONU et à la reconstruction du pays.



A Kigali, des blessés en attente de soins.

C'EST aujourd'hui que le Conseil de sécurité de l'ONU étudie la résolution présentée par la France. Alain Juppé s'est dit « confiant » sur la décision des quinze membres de l'instance de l'ONU. « Je ne vois pas quelle grande puissance ou quel membre du Conseil de sécurité pourrait s'opposer à une telle initiative humanitaire », a indiqué le chef de la diplomatie française.

Mobutu en gendarme

Le caractère « humanitaire », ostensiblement mis en avant par les autorités françaises, ne semble convaincre que peu de monde. Les Italiens avaient applaudi des deux mains à l'initiative française. Ils ont corrigé le tir. « Les Français agissent de façon unilatérale et nous n'avons pas l'intention d'y participer. » Le jugement du ministre de la Défense, Cesare Previti, est sans appel. Le gouvernement de Silvio Berlusconi se dit prêt à s'investir dans une telle opération mais seulement s'il y a « un accord au niveau international ».

La France apparaît de plus en plus isolée sur le plan international. Les principaux pays occidentaux déclinent l'invitation d'engager leurs troupes tandis que nombre de pays africains ne sont pas enchantés à l'idée d'être engagés sous la bannière de Paris. Seul Mobutu fait montre d'un enthousiasme débordant à l'idée de se voir confier le rôle de gendarme de l'Afrique centrale.

Alain Juppé se tourne vers le FPR et tente de le persuader que l'opération française n'est pas dirigée contre lui. Le ministre des Affaires étrangères a précisé que Paris allait « avoir cette semaine des contacts avec le premier ministre rwandais désigné au titre des accords d'Arusha (prévoyant un gouvernement à base élargie, NDLR), qui est donc reconnu par tout le

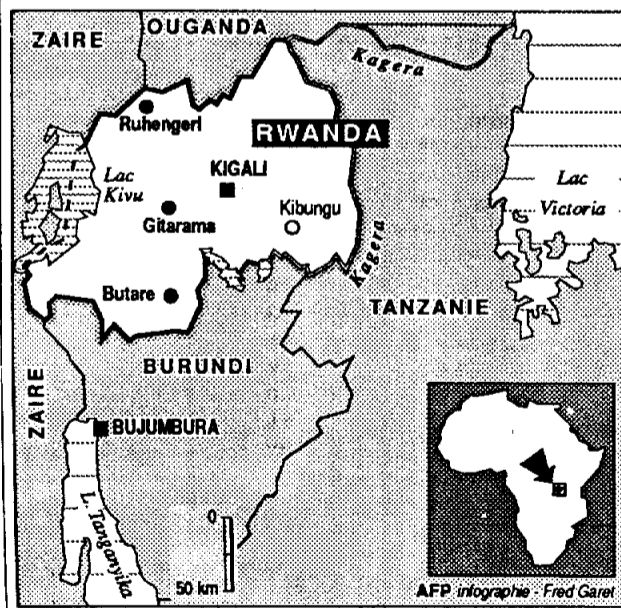
monde. Nous avons également des contacts sur place (...) Nous aurons également des contacts à New York et à Paris avec les responsables du FPR ».

Justin Twagiramungu, le premier ministre « reconnu par tout le monde » dont parlait justement Alain Juppé, a fait connaître sa position dimanche. « Nous ne pouvons pas accepter une telle intervention », a-t-il dit, rappelant que la France avait aidé la garde présidentielle, responsable des massacres. Il s'est aussi demandé ce qui poussait Paris à intervenir aujourd'hui alors que, depuis deux mois, c'est le silence radio qui prévalait. Enfin, Justin Twagiramungu a réaffirmé sa foi dans les accords de paix d'Arusha : « Nous ne pourrions jamais accepter que cet accord soit caduc. » Quant au général Paul Kagame, chef militaire du FPR, il a décliné l'offre de rencontre proposée par l'ambassadeur de France au Rwanda.

Juppé dédouane la France

S'offusquant du « procès d'intention intenté à la France qui aurait été coupable directement ou indirectement de ce qui se passe » au Rwanda, le ministre des Affaires étrangères a lâché : « On reproche à la France d'avoir soutenu Habyarimana, comme s'il était responsable de ce qui se passe aujourd'hui. » Selon lui, le dictateur rwandais a réussi « à imposer les accords d'Arusha de 1993, salués par tout le monde comme des accords de réconciliation, y compris par le FPR ».

Bref, Paris tente d'utiliser tous les artifices juridiques et politiques possibles pour justifier son retour en armes sur ses ex-terres de colonisation. Les pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU se contenteront certainement d'accorder leur feu vert à l'opération française. Les Etats-Unis promettent une aide



AFP infographie - Fred Garet

L'enfer de la Sainte-Famille

L'ENVOYÉE spéciale de l'AFP à Kigali, Annie Thomas, s'est rendue dans l'église de la Sainte-Famille. Voici son récit :

« Les miliciens hutus continuent d'enlever et de tuer des Tutsis réfugiés dans l'église de la Sainte-Famille, ont affirmé lundi des réfugiés évacués de cette église, où flotte en permanence une odeur de mort. Dans la cour de l'église, les gens se pressent aux grilles, attendant d'entendre leur nom crié au mégaphone par le père Wenceslas, le curé de la paroisse, qui porte en permanence un pistolet à la ceinture. Sur l'herbe, derrière les grilles, il y a du sang séché.

« Parfois, les miliciens enlèvent les gens et les tuent après. D'autres fois, ils les tuent ici même », raconte une femme d'une quarantaine d'années, dont le mari a été tué dans cette cour. Un jeune homme glisse un petit bout de carton dans la main d'une journaliste. Dessus, il est écrit : « Confidentiel : plusieurs cadavres devant le magasin de l'économat général ».

Aller voir ces cadavres risque de compromettre toute l'opération d'évacuation. Les journalistes ne les ont pas vus. Mais l'odeur de chair en décomposition prouve que des morts ont été cachés, loin des regards.

l'ONU et de la presse. Lorsque les trois camions, le car et quelques voitures quittent l'église, ils reçoivent pierres et injures. Arrivés en territoire rebelle, les sourires reviennent sur les visages des réfugiés. Ils vont jusqu'à Kabuga où ils retrouvent des réfugiés évacués précédemment de la Sainte-Famille ou de l'hôtel des Mille-Collines. Là, ils parlent. Aloys Zirarushya raconte le calvaire de milliers de personnes encore prisonnières des bombardements et des milices.

Dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, le FPR avait libéré environ 600 personnes du

centre Saint-Paul, tout proche de l'église. Le lendemain, les représailles étaient terribles. « Les miliciens sont arrivés, ils ont sélectionné des jeunes Tutsis, les ont emmenés dehors et exécutés. J'ai moi-même compté 63 cadavres », explique Aloys. L'ONU avait indiqué dimanche que 50 cadavres avaient été emmenés samedi par des prisonniers. Victimes des bombardements ou des milices, la MINUAR ne le précisait pas. Vendredi après-midi, huit autres personnes avaient été tuées. « Hier, ils en ont enlevé encore huit », poursuit-il. « Ils ont dit que c'était pour interrogatoire à la préfecture. »